

## Dokumentation / Documentation

*Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et le 1<sup>er</sup> décembre 2013. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Juli 2013 bis zum 1. Dezember 2013.*

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : [www.unine.ch/ids](http://www.unine.ch/ids)

Législation / Gesetzgebung .....	3
I.    Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl) .....	3
II.   Droit communautaire / Europarecht .....	3
Droit édicté / Erlassenes Recht .....	3
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw. ....	4
III.  Droit du Conseil de l'Europe / Recht des Europarates .....	5
IV.  Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl) .....	6
Droit édicté / Erlassenes Recht .....	6
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw. ....	6
V.    Droit fédéral / Bundesrecht .....	7
Droit édicté / Erlassenes Recht .....	7
Messages, Rapports et Décisions officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse .....	9
VI.  Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl) .....	13
VII. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien .....	19

Jurisprudence / Rechtsprechung .....	20
I.  Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	20
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	21
III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	27
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung .....	27
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung .....	37
Doctrines / Lehre .....	46
I.  Doctrines internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	46
Articles / Aufsätze.....	46
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	46
Assurances sociales.....	46
Droits des patients, droit de la personnalité.....	46
Ethique biomédicale.....	47
Euthanasie.....	47
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle .....	47
Procréation médicalement assistée.....	48
Recherche biomédicale .....	48
Responsabilité médicale.....	48
Système de santé, politique de la santé .....	48
Transplantations.....	50
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien .....	50
II. Doctrines suisse / Schweizerische Lehre .....	50
Articles / Aufsätze.....	50
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	50
Assurances sociales.....	50
Droits des patients, droit de la personnalité.....	51
Ethique biomédicale.....	52
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle .....	52
Génétique humaine et biotechnologies.....	53
Médecine du sport.....	53
Nouvelles technologies de l'information et santé.....	53
Personnes âgées et santé.....	54
Recherche biomédicale .....	54
Responsabilité médicale.....	54
Santé mentale et psychique .....	55
Système de santé, politique de la santé .....	55
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien .....	55

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :  
Laura AMEY, Cédric BAUME, Charlotte BOULAY, Nathalie BRUNNER, Natacha  
CAVALERI, , Rachel CHRISTINAT, , Olivier GUILLOD, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD,  
Dominique SPRUMONT, Natalya WILDHABER et Valérie WYSSBROD.*

## **Législation / Gesetzgebung**

### **I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)**

(cette rubrique est vide dans la présente livraison)

### **II. Droit communautaire / Europarecht**

#### **Droit édicté / Erlassenes Recht**

- Résolution du Parlement européen du 16 février 2012 sur la pétition 0924/2011, présentée par Dan Pescod au nom de la European Blind Union (EBU)/Royal National Institute of Blind People (RNIB), sur l'accès des aveugles aux livres et autres ouvrages imprimés (2011/2894(RSP), *Journal officiel C 249 E/49, du 30.8.2013.*
- Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er février 2013 au 28 février 2013 (décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou à l'article 38 de la directive 2001/82/EC), *Journal officiel 2013/C 250/01, du 30.8.2013.*
- Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juin 2013 au 31 juillet 2013 (publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil), *Journal officiel 2013/C, 250/02, du 30.8.2013.*

- Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juin 2013 au 31 juillet 2013 (décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou à l'article 38 de la directive 2001/82/EC), *Journal officiel 2013/C 250/03*, du 30.8.2013.
- Règlement d'exécution (UE) no 920/2013 de la Commission du 24 septembre 2013 relatif à la désignation et au contrôle des organismes notifiés au titre de la directive 90/385/CEE du Conseil concernant les dispositifs médicaux implantables actifs et de la directive 93/42/CEE du Conseil relative aux dispositifs médicaux, *Journal officiel 2013/L 253/8*, du 25.9.2013.
- Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2013 au 31 août 2013 (publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil), *Journal officiel 2013/C 282/01*, du 27.9.2013.
- Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2013 au 31 août 2013 (décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou à l'article 38 de la directive 2001/82/EC), *Journal officiel 2013/C 282/02*, du 27.9.2013.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /  
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

- Résumé de l'avis du Contrôleur européen de la protection des données sur la proposition de règlement relatif aux essais cliniques de médicaments à usage humain et abrogeant la directive 2001/20/CE, *Journal officiel 2013/C 253/05*, du 3.9.2013.
- Recommandation de la Commission du 24 septembre 2013 relative aux audits et évaluations réalisés par les organismes notifiés dans le domaine des dispositifs médicaux, *Journal officiel 2013/L 253/27*, du 25.9.2013.
- Avis du Comité économique et social européen sur la «Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions — Plan d'action pour la santé en ligne 2012-2020 — Des soins de santé innovants pour le XXI<sup>e</sup> siècle», *Journal officiel 2013/C 271/23*, du 19.9.2013.
- Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain

et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie», *Journal officiel* 2013/C 271/29, du 19.9.2013.

- Avis du Comité des régions sur le «Plan d'action pour la santé en ligne 2012-2020 – Des soins de santé innovants pour le vingt et unième siècle», *Journal officiel* 2013/C 280/07, du 27.9.2013.
- Résolution du Parlement européen du 11 septembre 2012 sur les dons volontaires et non rémunérés de tissus et de cellules (2011/2193(INI), *Journal officiel* 2013/C 353 E/04, du 3.12.2013.
- Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 11 septembre 2012 en vue de l'adoption de la directive 2012/.../UE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne la pharmacovigilance, *Journal officiel* 2013/C 353 E/04, du 3.12.2013.
- Résumé de l'avis du Contrôleur européen de la protection des données sur les propositions de la Commission concernant un règlement relatif aux dispositifs médicaux, et modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) n° 178/2002 et le règlement (CE) n° 1223/2009, et un règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*, *Journal officiel* 2013/C 358/07, du 7.12.2013.
- Résumé de l'avis du Contrôleur européen de la protection des données sur la communication de la Commission relative au «Plan d'action pour la santé en ligne 2012-2020 — Des soins de santé innovants pour le XXIe siècle», *Journal officiel* 2013/C 358/08, du 7.12.2013.

### III. Droit du Conseil de l'Europe / Recht des Europarates

*Cette rubrique comprend les textes adoptés par le Comité des Ministres (déclarations, recommandations, résolutions, traités), disponibles à l'adresse : [http://www.coe.int/t/cm/adoptedTexts\\_fr.asp](http://www.coe.int/t/cm/adoptedTexts_fr.asp), et ceux adoptés par l'Assemblée parlementaire, disponibles à l'adresse : <http://assembly.coe.int/Mainf.asp>.*

- Résolution sur le développement et l'optimisation des programmes de don de rein de donneur vivant, adoptée par le Comité des Ministres le 11 décembre 2013.

- Résolution sur l'établissement de procédures pour la collecte et la diffusion de données sur les activités de transplantation en dehors d'un système national de transplantation, adoptée par le Comité des Ministres le 11 décembre 2013.
- Résolution 1945/2013 de l'Assemblée parlementaire du 26 juin 2013, Mettre fin aux stérilisations et castrations forcées.
- Résolution 1946/2013 de l'Assemblée parlementaire du 26 juin 2013, L'égalité de l'accès aux soins de santé.
- Recommandation 2020/2013 de l'Assemblée parlementaire du 26 juin 2013, L'égalité de l'accès aux soins de santé.
- Projet de Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains, du 22 novembre 2013.

#### **IV. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)**

*Les textes législatifs éventuellement mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.*

#### **Droit édicté / Erlassenes Recht**

(cette rubrique est vide dans la présente livraison)

#### **Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

(cette rubrique est vide dans la présente livraison)

## V. Droit fédéral / Bundesrecht

### Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2013 N° 31 (14 AOÛT 2013) – N° 50 (27 DÉCEMBRE 2013)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

- Loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (Loi relative à la recherche sur l'être humain, LRH), du 30 septembre 2011, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 3215.
- Ordonnance relative à la recherche sur l'être humain à l'exception des essais cliniques (Ordonnance relative à la recherche sur l'être humain, ORH), du 20 septembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 3381.
- Ordonnance sur les essais cliniques dans le cadre de la recherche sur l'être humain (Ordonnance sur les essais cliniques, OClin), du 20 septembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 3407. *Errata* du 27 décembre 2013, RO 2013 5579.
- Ordonnance d'organisation concernant la loi relative à la recherche sur l'être humain (Ordonnance d'organisation concernant la LRH, Org LRH), du 20 septembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 3455.
- Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPTh), du 15 décembre 2000. Modification du 21 juin 2013 (prorogation de la validité des autorisations cantonales de médicaments jusqu'au 31 décembre 2017), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 4137.
- Ordonnance du DFI sur les tableaux des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et des adjuvants chimiques (Ordonnance sur les tableaux des stupéfiants, OTStup-DFI), du 30 mai 2011. Modification du 8 no-

vembre 2013 (modification de l'annexe 6), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> décembre 2013, RO 2013 4515.

- Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées, du 9 novembre 2001.
  - Modification du 20 septembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 3461.
  - Modification du 6 décembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> avril 2014, RO 2013 4713.
  
- Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995. Modification du 29 novembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2004 (laboratoires de cabinets médicaux) et le 1<sup>er</sup> mars 2014 (participation aux coûts en cas de grossesse), RO 2013 4523.
  
- Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995. Modification du 6 décembre 2013 (conseils diététiques en cas d'obésité ; dépistage chez les nouveau-nés), en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 5329.
  
- Ordonnance du DFI sur les réserves dans l'assurance-maladie sociale (OREDFI), du 18 octobre 2011. Modification du 9 décembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 5327.
  
- Ordonnance du DFI sur l'échange de données relatif à la réduction des primes (OEDRP-DFI), du 13 novembre 2012. Modification du 27 novembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 4525.
  
- Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes 2014 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires, du 28 octobre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014, RO 2013 3553.
  
- Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes moyennes 2014 permettant de calculer la réduction de primes dans l'Union européenne, en Islande et en Norvège, du 8 novembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014, RO 2013 4527.



- Ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité (OMAI), du 29 novembre 1976. Modification du 21 novembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 4521.
- Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire, du 13 janvier 1999. Modification du 29 octobre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, RO 2013 3847.
- Ordonnance du DFI sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées (ODAIGM), du 23 novembre 2005. Modification du 6 novembre 2013, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> décembre 2013, RO 2013, 3845.

### **Messages, Rapports et Décisions officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse**

[FF/BBL 2012 N° 31 (14 AOÛT 2013) – N° 50 (27 DÉCEMBRE 2013)]

*Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.*

- Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Financer l'avortement est une affaire privée – Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base» (l'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative), du 27 septembre 2013, FF 2013 6573.
- Arrêté fédéral sur l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille», du 27 septembre 2013 (l'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet), FF 2013 6569.

- Arrêté fédéral concernant les soins médicaux de base (Contre-projet direct à l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille»), du 19 septembre 2013, FF 2013 6571.
- Initiative populaire fédérale «Oui à la médecine de famille». Retrait. Communication de la Chancellerie fédérale du 8 octobre 2013, FF 2013 7171.
- Initiatives parlementaires. Compensation des risques/Introduction rapide d'un système efficace de compensation des risques. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, du 6 septembre 2013, FF 2013 7021. Projet de modification de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), FF 2013 7041.
- Initiatives parlementaires. Compensation des risques/Introduction rapide d'un système efficace de compensation des risques. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national du 6 septembre 2013. Avis du Conseil fédéral du 23 octobre 2013, FF 2013 7519.
- Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Compensation des risques. Séparation de l'assurance de base et des assurances complémentaires), du 20 septembre 2013, FF 2013 7135. Projet Loi fédérale sur l'assurance-maladie, FF 2013 7157.
- Message concernant l'initiative populaire «Pour une caisse publique d'assurance-maladie», du 20 septembre 2013, FF 2013 7113. Projet d'arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Pour une caisse publique d'assurance-maladie» (proposant le rejet de l'initiative), FF 2013 7133.
- Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Répartition des subsides fédéraux entre les cantons pour 2013. Communication de l'Office fédéral de la santé publique du 10 décembre 2013, FF 2013, 8213.
- Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux, publiées par *Swissmedic* le 10 décembre 2013, FF 2013 8214.
- Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée le 27 décembre 2013 aux *Kantonsärztliche Dienste Luzern*, FF 2013 8731.

- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de l'oncologie pédiatrique, du 10 septembre 2013, FF 2013 6051.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de l'oncologie pédiatrique: application des transplantations de cellules souches hématopoïétiques (autologues et allogéniques), du 10 septembre 2013, FF 2013 6059.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de l'oncologie pédiatrique: traitement des neuroblastomes, du 10 septembre 2013, FF 2013 6062.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de l'oncologie pédiatrique: traitement des sarcomes des tissus mous, du 10 septembre 2013, FF 2013 6065.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de l'oncologie pédiatrique: traitement des tumeurs du système nerveux central, du 10 septembre 2013, FF 2013 6068.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des interventions lourdes et rares de chirurgie viscérale: résection œsophagienne, du 10 septembre 2013, FF 2013 6071.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des interventions lourdes et rares de chirurgie viscérale: résection hépatique, du 10 septembre 2013, FF 2013 6080.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des interventions lourdes et rares de chirurgie viscérale: résection pancréatique, du 10 septembre 2013, FF 2013 6088.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des interventions lourdes et rares de chirurgie viscérale: résection rectale profonde, du 10 septembre 2013, FF 2013 6097.

- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des interventions lourdes et rares de chirurgie viscérale: chirurgie bariatrique complexe, du 10 septembre 2013, FF 2013 6106.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des brûlures graves chez l'adulte, du 27 novembre 2013, FF 2013 7923.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de la protonthérapie, du 27 novembre 2013, FF 2013 7927.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des transplantations cardiaques, du 27 novembre 2013, FF 2013 7930.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des transplantations hépatiques, du 27 novembre 2013, FF 2013 7933.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des transplantations pulmonaires, du 27 novembre 2013, FF 2013 7936.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des transplantations rénales, du 27 novembre 2013, FF 2013 7939.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des transplantations pancréatiques, du 27 novembre 2013, FF 2013 7942.
- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine des transplantations de cellules souches hématopoïétiques allogéniques (TCSH) chez l'adulte, du 27 novembre 2013, FF 2013 7945.

- Décision concernant la planification de la médecine hautement spécialisée (MHS) dans le domaine de l'implantation cochléaire, du 27 novembre 2013, FF 2013 7948.
- Consultations en cours (tous les documents pertinents sont disponibles sur le site <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/pendent.html>):
  - Ordonnance sur l'adaptation de structures tarifaires dans l'assurance-maladie, jusqu'au 3 février 2014.
  - Révision du code civil (CC; protection de l'enfant ; concerne notamment le droit et l'obligation des professionnels de la santé d'aviser l'autorité de protection de l'enfant), jusqu'au 31 mars 2014.
  - Révision de l'Ordonnance du DFI sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées (ODAIGM), jusqu'au 31 mars 2014.
  - Ratification et mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique (Convention Médicrime), jusqu'au 2 avril 2014.
  - Loi sur les professions de la santé, LPSan, jusqu'au 18 avril 2014.

## **VI. Droit cantonal (sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)**

*(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch/>)*

### **Appenzell Rhodes-intérieures / Appenzell Innerrhoden**

- Standeskommissionsbeschluss über die Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zu Lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, du 19 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/25366/2/811.003.pdf>

### **Argovie / Aargau**

- Pflegegesetz (PflG), du 26 juin 2007 (modification du 1<sup>er</sup> août 2013)

<http://www.lexfind.ch/dta/28449/2/301.200.pdf>

- Spitalverordnung (SpiV), du 2 novembre 2011 (état au 1<sup>er</sup> août 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/31454/2/331.212.pdf>
- Verordnung zum Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (V EG KVG), du 20 mars 2006 (état au 1<sup>er</sup> novembre 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/661/2/837.111.pdf>
- Verordnung zur eidgenössischen Verordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (VVEZL), du 14 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32757/2/311.413.pdf>

#### **Bâle-Campagne / Basel-Landschaft**

- Spitalliste für den Kanton Basel-Landschaft, du 1<sup>er</sup> décembre 2011 (modifications)  
<http://www.lexfind.ch/dta/20724/2/930.122.pdf>
- Verordnung über den Verkehr mit Arzneimitteln (Arzneimittelverordnung), du 17 mars 2009 (modification du 1<sup>er</sup> juillet 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/20751/2/913.11.pdf>
- Gesundheitsgesetz (GesG), du 21 février 2008, (état au 1<sup>er</sup> janvier 2014)  
<http://www.lexfind.ch/dta/20770/2/901.0.pdf>

#### **Bâle-Ville / Basel-Stadt**

- Regierungsratsbeschluss betreffend die Spitalliste für den Kanton Basel-Stadt (somatische Akutmedizin, Rehabilitation, Psychiatrie), du 27 septembre 2011 (modifications au 1<sup>er</sup> janvier 2014)
- Verordnung über die Krankenversicherung im Kanton Basel-Stadt (KVO), du 25 novembre 2008 (état au 1<sup>er</sup> janvier 2014)  
<http://www.lexfind.ch/dta/3714/2/834.410.pdf>
- Verordnung betreffend Vollzug der eidgenössischen Verordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zu-

lasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Zulassungseinschränkungs-Verordnung), du 13 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32703/2/310.500.pdf>

- Verordnung über das Bestattungs- und Friedhofswesen (Friedhofordnung), du 18 juin 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/3782/2/390.110.pdf>

#### **Fribourg / Freiburg**

- Ordonnance concernant l'application de l'article 55a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 20 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/5200/3/>

#### **Genève / Genf**

- Règlement fixant la valeur du point des prestations fournies par les physiothérapeutes (régime sans convention), du 28 août 2013 (RPPhysio)  
[http://www.lexfind.ch/dta/5783/3/rsg\\_j3\\_05p18.html](http://www.lexfind.ch/dta/5783/3/rsg_j3_05p18.html)

#### **Glaris / Glarus**

- Gesetz über das Gesundheitswesen, du 6 mai 2007 (état au 1<sup>er</sup> septembre 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/29021/2/VIII-A.1.1.pdf>

#### **Grisons / Graubünden**

- Verordnung zur bundesrätlichen Verordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, du 10 septembre 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32726/2/>

#### **Lucerne / Luzern**

- Gesetz über die Verbilligung von Prämien der Krankenversicherung (Prämienverbilligungsgesetz), du 24 janvier 1995 (modification du 1<sup>er</sup> juillet 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/24399/2/866.pdf>
- Verordnung zum Gesetz über die Verbilligung von Prämien der Krankenversicherung (Prämienverbilligungsverordnung), du 12 décembre 1995 (modification du 1<sup>er</sup> juillet 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/24398/2/866a.pdf>
- Verordnung über die Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Kantonale Zulassungsverordnung), du 5 juillet 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/25125/2/865c.pdf>
- Psychotherapeutenverordnung, du 16 avril 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/29539/2/806a.pdf>
- Verordnung zum Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (Kantonale Zulassungsverordnung) du 22 mai 2012 (état au 1<sup>er</sup> juillet 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/24401/2/865a.pdf>

#### **Neuchâtel / Neuenburg**

- Arrêté relatif à l'appel au médecin en faveur des personnes privées de leur liberté par la police neuchâteloise, du 11 septembre 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32779/3/3523.pdf>
- Arrêté d'application de l'ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 24 mars 2010 (modification au 1<sup>er</sup> août 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/8486/3/82112120.pdf>

#### **Obwald / Obwalden**

- Ausführungsbestimmungen über die Ausnahmezulassungen von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, du 12 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32681/2/851351.pdf>



### **Saint-Gall / Sankt Gallen**

- Vollzugsverordnung zum Gesetz über die Friedhöfe und die Bestattungen, du 3 janvier 1967 (modification du 1<sup>er</sup> octobre 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/10972/2/458.11.pdf>

### **Schaffhouse / Schaffhausen**

- Verordnung zum Gesundheitsgesetz (GesV), du 26 février 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/11900/2/810.102.pdf>
- Verordnung über das Ordnungsbussenverfahren bei Cannabiskonsum, du 20 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32734/2/311.102.pdf>

### **Schwytz / Schwyz**

- Vollzugsverordnung zur Verordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, du 10 septembre 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/13057/2/572.2111379658938001.pdf>

### **Soleure / Solothurn**

- Verordnung über die bedarfsabhängige Zulassung von Ärzten und Ärztinnen (Zulassungsstopp-Verordnung), du 26 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32777/2/811.131.pdf>

### **Thurgovie / Thurgau**

- Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz), du 5 juin 1985 (état au 1<sup>er</sup> août 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/13669/2/810.1.pdf>

- Verordnung des Regierungsrates zur eidgenössischen Verordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung, du 5 août 2013.  
<http://www.lexfind.ch/dta/13861/2/832.12.pdf>

#### Uri/Uri

- Reglement über die Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Zulassungsreglement), du 10 septembre 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/14701/2/20-2204.pdf>

#### Valais / Wallis

- Ordonnance d'application sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, du 14 août 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32723/3/>

#### Vaud / Waadt

- Arrêté sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire (AVOLAF), du 21 août 2013  
[http://www.lexfind.ch/dta/14937/3/doc.fo.html%3FdocId%3D1058437%26Pcur-rent%20version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Darrete%26page%20format%3DA4%20isRSV%3Dtrue%26isSjL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with\\_link%3Dtrue.html](http://www.lexfind.ch/dta/14937/3/doc.fo.html%3FdocId%3D1058437%26Pcur-rent%20version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Darrete%26page%20format%3DA4%20isRSV%3Dtrue%26isSjL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html)
- Ordonnance concernant le système d'échange d'information sanitaire (Ordonnance «Infomed»), du 18 septembre 2013  
<http://www.lexfind.ch/dta/32727/3/>

#### Zoug / Zug

- Gesetz über das Gesundheitswesen im Kanton Zug (Gesundheitsgesetz; GesG), du 30 octobre 2008, (état au 1<sup>er</sup> octobre 2013)  
<http://www.lexfind.ch/dta/16423/2/821.1.pdf>

### **Zurich / Zürich**

- Einführungsverordnung zur eidgenössischen Verordnung über die Einschränkung der Zulassung von Leistungserbringern zur Tätigkeit zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (EV VEZL), du 10 juillet 2013  
[http://www.lexfind.ch/dta/17324/2/832.14\\_10.7.13\\_82.pdf](http://www.lexfind.ch/dta/17324/2/832.14_10.7.13_82.pdf)

*Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.*

## **VII. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien**

### Suisse/Schweiz

- Code de conduite de l'industrie pharmaceutique en Suisse concernant la coopération avec les milieux professionnels et les organisations des patients (Code de coopération pharmaceutique) adopté le 6 septembre 2013 par Scienceindustrie, en vigueur dès le 1er janvier 2014.

### Etranger/Ausland

(cette rubrique est vide dans la présente livraison)

## Jurisprudence / Rechtsprechung

### I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

- Arrêt de la CourEDH du 25 juin 2013, Grimailovs c. Lettonie.  
*Impossibilité illégale pour un prisonnier paraplégique d'avoir un accès indépendant à l'infrastructure de la prison et absence d'assistance organisée pour sa mobilité et sa routine quotidienne.*
- Arrêt de la CourEDH du 23 juillet 2013, Ürfi Çetinkaya c. Turquie.  
*Maintien en détention d'un détenu paraplégique.*
- Arrêt de la CourEDH du 29 octobre 2013, D.F. c. Lettonie.  
*Manquement des autorités à assurer la sécurité d'un détenu exposé aux violences des co-détenus.*
- Arrêt de la CourEDH du 28 novembre 2013, Glien c. Allemagne.  
*Détention préventive, dans un quartier de la prison, d'une personne atteinte de troubles mentaux.*
- Arrêt de la CourEDH du 17 septembre 2013, Juncal c. Royaume-Uni.  
*Internement psychiatrique ordonné à la suite d'un constat d'incapacité à ester.*
- Arrêt de la CourEDH du 14 mai 2013, Gross c. Suisse.  
*Le droit suisse est jugé contraire à l'art. 8 CEDH en ce qu'il ne préciserait pas les conditions auxquelles un médecin peut prescrire du NAP en vue d'un suicide assisté lorsque la personne concernée n'est pas atteinte de maladie incurable à un stade avancé. La décision n'est pas définitive, car la Grande Chambre a accepté en octobre 2013 la demande de renvoi de la Suisse.*
- Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2013, p. 180 n° 40, Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte vom 14. Mai 2013, Gross c. Suisse (avec remarques de Daniel Hürlimann)

*Schweiz muss Suizidhilfe regeln Die Forderung nach einer gesetzlichen Regulierung der Suizidhilfe ist nicht neu. Deren Umsetzung scheiterte bisher unter anderem daran, dass man die Thematik einzig aus der strafrechtlichen Perspektive betrachtet hat. Ein Blick auf die derzeit geltenden Grundsätze zeigt, dass diese lückenhaft sind. So ist insbesondere unklar, ob Suizidhilfe auch dann zulässig ist, wenn die betroffene Person nicht am Lebensende steht. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) hat die Schweiz dazu aufgefordert, umfassende und klare Leitlinien über den Zugang dieser Personen zu einer todbringenden Substanz zu erlassen.*

## **II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)**

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

- Affaire C-484/12.  
Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 12 décembre 2013.  
Georgetown University contre Octrooicentrum Nederland. Demande de décision préjudicielle: High Court of Justice (England & Wales), Chancery Division - Royaume-Uni.  
*Médicaments à usage humain - Certificat complémentaire de protection - Règlement (CE) n° 469/2009 - Article 3 - Conditions d'obtention de ce certificat - Possibilité d'obtenir plusieurs certificats complémentaires de protection à partir d'un même brevet.*
- Affaire C-443/12.  
Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 12 décembre 2013.  
Actavis Group PTC EHF et Actavis UK Ltd contre Sanofi. Demande de décision préjudicielle: Tribunale amministrativo regionale per la Lombardia - Italie.  
*Médicaments à usage humain - Certificat complémentaire de protection - Règlement (CE) n° 469/2009 - Article 3 - Conditions d'obtention de ce certificat - Mises sur le marché successives de deux médicaments contenant, partiellement ou totalement, le même principe actif - Composition de principes actifs dont l'un a déjà été commercialisé sous la forme d'un médicament à principe actif unique - Possibilité d'obtenir plusieurs certificats à partir d'un même bre-*

*vet et de deux autorisations de mise sur le marché.*

- Affaires jointes C-159/12 à C-161/12.

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 5 décembre 2013.

Alessandra Venturini contre ASL Varese et autres (Aff. C-159/12), Maria Rosa Gramegna contre ASL Lodi et autres (Aff. C-160/12) et Anna Muzzio contre ASL Pavia et autres (Aff. C-161/12).

*Demandes de décision préjudicielle: Tribunale amministrativo regionale per la Lombardia - Italie. Liberté d'établissement - Article 49 TFUE - Santé publique - Législation nationale interdisant aux parapharmacies la vente de médicaments soumis à prescription médicale à la charge du patient.*

- Affaire C-321/12.

Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 10 octobre 2013.

F. van der Helder et D. Farrington contre College voor zorgverzekeringen. Arrêt (JO) 08 novembre 2013. Demande de décision préjudicielle: Centrale Raad van Beroep - Pays-Bas.

*Sécurité sociale - Règlement (CEE) n° 1408/71 - Article 28, paragraphe 2, sous b) - Prestations de l'assurance maladie - Titulaires de pensions de vieillesse dans plusieurs États membres - Résidence dans un autre État membre - Fourniture de prestations en nature dans l'État de résidence - Charge des prestations - État membre à la législation duquel le titulaire a été soumis le plus longtemps - Notion.*

- Affaire C-109/12.

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 3 octobre 2013.

Laboratoires Lyocentre contre Lääkealan turvallisuus- ja kehittämiskeskus et Sosiaali- ja terveystieteiden tutkimuskeskus. Demande de décision préjudicielle: Korkein hallinto-oikeus - Finlande.

*Renvoi préjudiciel - Rapprochement des législations - Dispositifs médicaux - Directive 93/42/CEE - Médicaments à usage humain - Directive 2001/83/CE - Droit de l'autorité nationale compétente de classer comme médicament à usage humain un produit commercialisé dans un autre État membre comme dispositif médical muni d'un marquage CE - Procédure applicable.*

- Affaire C-59/12.

Arrêt de la Cour (première chambre) du 3 octobre 2013.

BKK Mobil Oil Körperschaft des öffentlichen Rechts contre Zentrale zur Bekämpfung unlauteren Wettbewerbs eV. Demande de décision préjudicielle: Bundesgerichtshof - Allemagne.

*Directive 2005/29/CE - Pratiques commerciales déloyales - Champ d'application - Informations trompeuses diffusées par une caisse de maladie du régime légal d'assurance sociale - Caisse constituée sous la forme d'un organisme de droit public.*

- Affaire C-539/11.

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 26 septembre 2013.

Ottica New Line di Accardi Vincenzo contre Comune di Campobello di Mazara, Demande de décision préjudicielle: Consiglio di Giustizia Amministrativa per la Regione Siciliana - Italie.

*Articles 49 TFUE et 56 TFUE - Liberté d'établissement - Santé publique - Opticiens - Législation régionale subordonnant l'établissement de nouveaux magasins d'optique à une autorisation - Limitations démographiques et géographiques - Justification - Aptitude à atteindre le but poursuivi - Cohérence - Proportionnalité.*

- Affaire jointes C-216/12 et C-217/12.

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 19 septembre 2013.

Caisse nationale des prestations familiales contre Fjola Hliddal (Aff. C-216/12) Arrêt (JO) 08 novembre 2013 et Pierre-Louis Bornand (Aff. C-217/12).

*Sécurité sociale - Règlement (CEE) n° 1408/71 - Accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse - Ressortissants suisses résidant en Suisse et travaillant au Luxembourg - Octroi d'une indemnité de congé parental - Notion de 'prestation familiale'.*

- Affaire C-492/12.

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 19 septembre 2013.

Conseil national de l'ordre des médecins contre Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Ministre des Affaires sociales et de la Santé. Demande de décision préjudicielle: Conseil d'État - France.

*Libre circulation des personnes - Liberté d'établissement - Libre prestation de services - Directive 2005/36/CE - Reconnaissance des qualifications professionnelles - Profession de dentiste - Spécificité et distinction de la profession de médecin - Formation commune.*

- Affaire C-5/12.

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 19 septembre 2013.

Marc Betriu Montull contre Instituto Nacional de la Seguridad Social (INSS).  
Demande de décision préjudicielle: Juzgado de lo Social nº 1 de Lleida - Espagne.

*Politique sociale - Directive 92/85/CEE - Protection de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail - Article 8 - Congé de maternité - Directive 76/207/CEE - Égalité de traitement entre travailleurs masculins et travailleurs féminins - Article 2, paragraphes 1 et 3 - Droit à un congé en faveur des mères salariées à la suite de la naissance d'un enfant - Utilisation possible par la mère salariée ou par le père salarié - Mère non salariée et non affiliée à un régime public de sécurité sociale - Exclusion du droit à congé pour le père salarié - Père biologique et père adoptif - Principe d'égalité de traitement.*

- Affaire C-475/11.

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 12 septembre 2013.

Kostas Konstantinides. Demande de décision préjudicielle: Berufsgesicht für Heilberufe bei dem Verwaltungsgericht Gießen - Allemagne.

*Libre prestation de services médicaux - Prestataire se déplaçant dans un autre État membre afin de fournir le service - Applicabilité des règles déontologiques de l'État membre d'accueil et, notamment, de celles relatives aux honoraires et à la publicité.*

- Affaire C-299/12.

Arrêt de la Cour (neuvième chambre) du 18 juillet 2013. Green - Swan Pharmaceuticals CR, a.s. contre Státní zemědělská a potravinářská inspekce, ústřední inspektorát. Demande de décision préjudicielle: Nejvyšší správní soud - République tchèque.

*Protection des consommateurs - Règlement (CE) n° 1924/2006 - Allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires - Article 2, paragraphe 2, point 6 - Notion d'allégation relative à la réduction d'un risque de maladie' - Article 28, paragraphe 2 - Produits portant une marque de fabrique ou un nom commercial - Mesures transitoires.*

- Affaire C-414/11.

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 18 juillet 2013.

Daiichi Sankyo Co. Ltd et Sanofi-Aventis Deutschland GmbH contre DEMO Anonymos Viomichaniki kai Emporiki Etairia Farmakon. Demande de décision préjudicielle: Polymeles Protodikeio Athinon - Grèce.



*Politique commerciale commune - Article 207 TFUE - Aspects commerciaux de la propriété intellectuelle - Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) - Article 27 - Objet brevetable - Article 70 - Protection des objets existants.*

- Affaire C-57/12.

Arrêt de la Cour (première chambre) du 11 juillet 2013.

Fédération des maisons de repos privées de Belgique (Femarbel) ASBL contre Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale. Demande de décision préjudicielle: Cour constitutionnelle - Belgique.

*Directive 2006/123/CE - Champ d'application ratione materiae - Services de soins de santé - Services sociaux - Centres d'accueil de jour et de nuit fournissant des aides et des soins aux personnes âgées.*

- Affaire T-240/10.

Arrêt du Tribunal (première chambre élargie) du 13 décembre 2013.

Hongrie contre Commission européenne.

*Rapprochement des législations - Dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement - Procédure d'autorisation de mise sur le marché - Avis scientifiques de l'EFSA - Comitologie - Procédure de réglementation - Violation des formes substantielles - Relevé d'office.*

- Affaire T-164/10.

Arrêt du Tribunal (septième chambre) du 26 septembre 2013.

Pioneer Hi-Bred International, Inc. contre la Commission européenne.

*Rapprochement des législations - Dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement - Procédure d'autorisation de mise sur le marché - Omission de la Commission de soumettre au Conseil une proposition de décision - Recours en carence.*

- Affaire T-333/10.

Arrêt du Tribunal (première chambre) du 16 septembre 2013.

ATC e.a./Commission. *Responsabilité non contractuelle – Police sanitaire – Mesures de sauvegarde en situation de crise – Mesures de protection relatives à la présence d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains pays tiers – Interdiction d'importation d'oiseaux sauvages capturés dans leur*

*milieu naturel – Violation suffisamment caractérisée de règles de droit conférant des droits aux particuliers – Méconnaissance manifeste et grave des limites du pouvoir d'appréciation – Directives 91/496/CE et 92/65/CE – Principe de précaution – Devoir de diligence – Proportionnalité ».*

- Aff. T-301/12.

Arrêt du Tribunal (cinquième chambre) du 4 juillet 2013.

Laboratoires CTRS contre Commission européenne.

*Médicaments à usage humain - Demande d'autorisation de mise sur le marché du médicament Orphacol - Décision de refus de la Commission - Règlement (CE) n° 726/2004 - Directive 2001/83/CE - Usage médical bien établi - Circonstances exceptionnelles.*

- Affaire F-84/12.

Arrêt du Tribunal de la fonction publique (deuxième chambre) du 16 septembre 2013.

CN contre Conseil de l'Union Européenne.

*Fonction publique - Article 78 du statut - Commission d'invalidité - Rapport médical - Données médicales à caractère psychiatrique ou psychologique - Secret médical - Accès - Recours en annulation - Recours en indemnité.*

- JOCE 2013/C 225/24, du 3.8.2013,  
Arrêt de la Cour (première chambre) du 27 juin 2013 (demande de décision préjudicielle du Symvoulio tis Epikrateias — Grèce) — Eleftherios-Themistoklis Nasiopoulos/Ypourgos Ygeias & Pronoias, Affaire C-575/11, *Reconnaissance de diplômes et de titres — Directive 2005/36/CE — Profession de kinésithérapeute — Reconnaissance partielle et limitée des qualifications professionnelles — Article 49 TFUE). Refus d'octroi d'une autorisation d'accès à la profession réglementée de physiothérapeute dans un Etat membre d'accueil à un de ses ressortissants qui ne dispose pas d'un diplôme en ce sens, au sens de l'article 1, alinéa a), de la directive 92/51/CEE, mais dispose des qualifications pour l'exercice d'une profession similaire reconnue dans un autre Etat membre — Possibilité d'un accès partiel, limité à certaines activités couvertes par la profession.*
- Sic! 10/2010, ANDREAS DETKEN, Der Prüfer im EPA als medizinischer Gutachter - Zur Entscheidung G 1/07 der Grossen Beschwerdekammer des EPA.  
*Le 15 février 2010, la Grande Chambre de recours de l'OEB a rendu la décision G 1/07 sur la question de l'exclusion de la brevetabilité de procédés chi-*

*urgicaux. Cette décision, longtemps attendue et particulièrement étendue, a redessiné les frontières de cette exclusion de la brevetabilité. La présente contribution présente les éléments essentiels de la décision et les discute. En conclusion, elle présente quelques réflexions pratiques sur la rédaction des demandes de brevet dans le domaine de la technique médicale.*

### **III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)**

(cette rubrique est vide dans la présente livraison)

### **IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung**

*La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :*

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

*La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :*

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

*Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :*

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

- ATF 139 III 252 – Arrêt de la 1<sup>ère</sup> Cour de droit civil du 25 février 2013.  
*Responsabilité de l'Etat pour l'activité de médecins hospitaliers. Le recours en matière civile est ouvert contre les décisions rendues en application du droit public cantonal régissant la responsabilité pour les actes illicites commis par les médecins engagés dans des hôpitaux publics.*
- ATF 139 IV 214 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 19 mars 2013.  
*Transmission du virus VIH à la suite d'un rapport sexuel non protégé. Vu les découvertes scientifiques et les progrès dans les traitements médicaux,*

*l'infection par le VIH ne doit plus être qualifiée de lésion corporelle grave, qui met la vie en danger (art. 122 al. 1 CP), mais, selon les circonstances concrètes, de lésion corporelle simple ou grave (changement de jurisprudence).*

- ATF 139 V 244 – Arrêt de la 2<sup>e</sup> Cour de droit social du 24 avril 2013.  
*Le délai de péremption de cinq ans applicable selon l'article 24 al. 1 LPGA au droit d'être remboursé de la personne assurée vis-à-vis de l'assureur-maladie dans le système du tiers garant (art. 42 al. 1 LAMal) commence à courir au moment de la réception de la facture du fournisseur de prestations par la personne assurée.*
- ATF 139 V 327 – Arrêt de la 1<sup>ère</sup> Cour de droit social du 2 mai 2013.  
*Une fracture du calcanéum à la suite d'un violent coup de talon contre le sol constitue une lésion corporelle assimilée à un accident dans la mesure où elle n'est pas manifestement imputable à une maladie ou à des phénomènes dégénératifs.*
- ATF 139 V 346 – Arrêt de la 1<sup>ère</sup> Cour de droit social du 19 juin 2013.  
*Les principes jurisprudentiels (ATF 130 V 352) sur le caractère surmontable de la douleur en cas de troubles somatoformes douloureux ne sont pas applicables par analogie aux effets invalidants d'une Cancer-related Fatigue.*
- ATF 139 V 375 – Arrêt de la 2<sup>e</sup> Cour de droit social du 19 juin 2013.  
*Conditions de prise en charge d'un médicament orphelin (Soliris dans le cas d'une hémoglobinurie paroxystique nocturne) ne figurant pas dans la liste des spécialités. L'autorisation de mise sur le marché d'un médicament n'est pas décisive pour la prise en charge par l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie.*
- Arrêt du TF, 2<sup>e</sup> Cour civile, du 7 octobre 2013, 5A\_666/2013.  
*Appréciation de la licéité au regard du droit argovien (art. 437 al. 2 CC) d'un traitement ambulatoire forcé (injection périodique de médicaments) consécutif à un placement à des fins d'assistance.*
- Arrêt du TF, 2<sup>e</sup> Cour civile, du 30 juillet 2013, 5A\_485/2013.  
*Un traitement sans consentement (art. 434 CC) n'est possible qu'envers une personne qui a été placée dans un établissements en raison de troubles psychiques.*

- *Arrêts du TF, 2<sup>e</sup> Cour civile, du 7 février 2013, 5A\_63/2013, et du 17 avril 2013, 5A\_254/2013.*  
*Réexamen périodique du placement à des fins d'assistance d'une personne atteinte de schizophrénie paranoïde. Exigences quant à la pertinence et à l'actualité de l'expertise.*
- *Arrêt du TF, 2<sup>e</sup> Cour civile, du 11 avril 2013, 5A\_189/2013.*  
*Placement d'une personne à des fins d'assistance pour alcoolisme (selon l'ancien droit) ou troubles psychiques selon le droit actuel. Exigence d'un rapport d'expertise et contenu requis.*
- *Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2013, p. 178 n° 39, BGE 138 I 225 (avec remarques de Thomas Gächter).*  
*Vergütung von Krankheits- und Behinderungskosten im Rahmen von Ergänzungsleistungen. Die Limitierung der Vergütung von Krankheits- und Behinderungskosten, die ein Kanton mit Verweis auf Art. 14 ELG vornimmt, hält vor dem Gleichbehandlungsgebot sowie dem Recht auf Achtung des Familienlebens stand, selbst wenn sich dadurch eine finanzielle Schlechterstellung im Vergleich zu Personen in Heimpflege ergibt.*
- *Pflegerecht – Pflegewissenschaft 4/2013, p. 236 n° 44, Urteil des Bundesgerichts, II. öffentlich- rechtliche Abteilung, vom 18. Dezember 2012 (2C\_866/2012), (avec remarques de Hardy Landolt).*  
*Zulässigkeit eines vorsorglichen Berufsverbots. Der Verdacht auf sexuelle Übergriffe einer Pflegefachperson (hier : Anästhesiepfleger) rechtfertigt den Erlass eines vorsorglichen Berufsausübungsverbotes ; dieses darf zudem im kantonalen Amtsblatt veröffentlicht werden.*
- *Pflegerecht – Pflegewissenschaft 4/2013, p. 237 n° 45, BGE 138 V 377, (avec remarques de Thomas Gächter).*  
*Anwendbares Verfahrensrecht bei der kantonalen Restfinanzierung von Pflegeleistungen. Ob eine kantonale Kompetenz zur Verfahrensregelung im Bereich der Restfinanzierung von Pflegeleistungen besteht, wird im Entscheid ausdrücklich offengelassen. Grundsätzlich sprechen nach Ansicht des Bundesgerichts aber überzeugende Gründe – namentlich die Nähe zu den Er-*

*gänzungsleistungen – für die Anwendbarkeit der verfahrensrechtlichen Bestimmungen von Art. 56 ff. ATSG.*

- Pflegerecht – Pflegewissenschaft 4/2013, p. 239 n° 46, BGE 138 V 481 = Pra 2013 Nr. 31, (avec remarques de Hardy Landolt).  
*Begrenzung der anrechenbaren Ausgaben bei Aufenthalt in einem (ausserkantonalen) Pflegeheim (Art. 10 Abs. 2 lit. a und 21 Abs. 1 ELG). Der vom Wohnsitzkanton (hier : Tessin) vorgesehene Höchstbetrag für Tagestaxen ist auf die Festsetzung der anerkannten Ausgaben einer Versicherten anwendbar, die sich in einem spezialisierten Pflegeheim in einem andern Kanton (hier : Zürich) aufhält, welcher einen höheren anrechenbaren Betrag kennt. Mit Art. 10 Abs. 2 lit. a ELG vereinbar ist, wenn ein Kanton die zu berücksichtigenden Aufenthaltskosten in einer Weise begrenzt, dass im Regelfall nur die Sozialhilfeabhängigkeit von Pensionären verhindert wird, die in einer von ihm selber anerkannten Einrichtung betreut werden.*
- Pflegerecht – Pflegewissenschaft 4/2013, p. 244 n° 48, BGE 139 V 358 (avec remarques de Hardy Landolt).  
*Heimbegriff im EL-Recht Die Definition des Heimes in Art. 25a Abs. 1 ELV ist bundesrechtskonform. Ob ein Heimaufenthalt im Sinne des EL-Rechts gegeben ist, bestimmt sich danach, ob eine Einrichtung von einem Kanton als Heim anerkannt wird oder über eine kantonale Betriebsbewilligung verfügt. Die Rechtsprechung unter dem früheren EL-Recht (BGE 118 V 142) ist überholt.*
- Pflegerecht – Pflegewissenschaft 4/2013, p. 245 n° 49, Urteil des Bundesgerichts, II. sozialrechtliche Abteilung, vom 20. Juni 2013 (9C\_528/2012), (avec remarques de Thomas Gächter).  
*«Demenzgerechte und kosteneffiziente Betreuung». Das Bundesgericht hatte in einem (nicht zur Publikation vorgesehenen) Entscheid über die Rechtmässigkeit der Pflegeleistungsbemessung für eine Demenzkranke zu befinden. Es hielt fest, dass dauernde, aber zeitlich eng limitierte Pflege- und Hilfeleistungen bei Personen, die als Folge ihrer psychischen Erkrankung nicht (mehr) in der Lage sind, alltägliche Lebensverrichtungen ohne entsprechende Aufforderung oder Anleitung vollständig und zeitgerecht auszuführen, unter Umständen als Massnahmen der Grundpflege im Sinn von Art. 7 Abs. 2 lit. c Ziff. 2 KLV gelten können. Eine solche Auslegung sei im Hinblick auf eine «demenzgerechte und kosteneffiziente Betreuung» geboten.*

- Pra 102 (2/2013) Nr. 12 - Bundesgericht, I. öffentlich-rechtliche Abteilung. Entscheid vom 10.07.2012 i.S. 1. Klinik A. SA und 2. B. c. Grossen Rat der Republik und des Kantons Tessin (2C\_796/2011) BGE 138 II 398 (Übersetzt von Remo Bornatico: Originaltext italienisch. Publikation in der Amtlichen Sammlung erfolgt.).  
*Abstrakte Normenkontrolle; Spitalfinanzierung; Änderung des Anwendungsgesetzes des Kantons Tessin vom 26. Juni 1997 zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG/TI) (Art. 39, 41, 41a, 46, 49 und 51 KVG; -Art. 58a – 58e KVV; Art. 8, 9, 27, 46, 49, 94 und 117 BV). Darstellung der früher gültigen bundesrechtlichen Regelung im Bereich der Finanzierung von Spitalbehandlungen zu Lasten der obligatorischen Krankenversicherung (Finanzierung der Anstalten; E. 2.2.1 und 2.2.2) sowie der wesentlichen, durch die Gesetzesänderung vom 21. Dezember 2007 eingeführten Neuerungen (Finanzierung der Leistungen; E. 2.3.1– 2.3.3). Aufgrund einer entstehungszeitlichen Analyse des veränderten KVG stimmt die durch das Tessiner Gesetz vorgesehene Mengengrenzung (E. 3) mit Art. 39 KVG (E. 3.3.1– 3.3.3), Art. 58a – 58e KVV (E. 3.4) und Art. 46 sowie 49 KVG (E. 3.5) überein. Er ist mit dem Gebot der Rechtsgleichheit vereinbar (E. 3.6) und verstösst weder gegen das Willkürverbot (E. 3.7), noch gegen Art. 41 und 41a KVG (freie Spitalwahl; E. 3.8) oder die Wirtschaftsfreiheit (E. 3.9). Die durch das kantonale Recht für den Fall eines Verstosses gegen die gesetzlichen Vorschriften eingeführten Rechtsfolgen erscheinen auf den ersten Blick nicht als unzulässig (E. 3.10.1 und 3.10.2); insbesondere verletzt es Art. 46 KVG nicht, wenn Leistungen in degressivem Ausmass zurückerstattet werden, wenn sie den zuge teilten Höchstleistungsumfang überschreiten (E. 3.10.3). Bei bundesrechtskonformer Auslegung verstossen der Begriff des Globalbeitrags (E. 4), die Zulassungsbeschränkungen gegenüber Versicherten mit Zusatzversicherung (E. 5), die Investitionsbegrenzung (E. 6), die Planungskriterien «Mindestzahl von Fällen und Nutzung von Synergien» (E. 7) wie auch die Frage der Mindestzahl von Personen in Ausbildung und die Voraussetzung, dass die üblichen Arbeitsbedingungen eingehalten werden (E. 8), weder gegen das KVG noch gegen die genannten Verfassungsgrundsätze. Der Miteinbezug des Kantons in die Tarifverhandlungen stimmt mit dem Bundesrecht überein (E. 9).*
- Pra 102 (4/2013) Nr. 42 - Bundesgericht, II. sozialrechtliche Abteilung. Entscheid vom 26.10.2012 i.S. SUPRA Versicherungen AG c. INTRAS Kranken-

versicherung AG (9C\_371/2012) BGE 138 V 426 (Übersetzt von Christa Braaker: Originaltext französisch. Publikation in der Amtlichen Sammlung erfolgt.).

*Rückerstattung von Leistungen im Verhältnis unter zwei Krankenkassen (Art. 25 Abs. 1 ATSG; Art. 62 und 63 OR; Art. 1 Abs. 2 lit. d KVG). Aufgrund von Art. 1 Abs. 2 lit. d KVG ist Art. 25 Abs. 1 ATSG auf Streitigkeiten unter Krankenversicherern nicht anwendbar; eine Rückforderung von Leistungen zwischen zwei Krankenkassen kann daher nicht unter diesem Rechtstitel erfolgen. Indessen kann ein Krankenversicherer Leistungen, die er (infolge einer Doppelversicherung) zu Unrecht ausgerichtet hat, gestützt auf Art. 62 ff. OR von der zuständigen Krankenkasse zurückfordern (E. 5).*

- Pra 102 (5/2013) Nr. 49 - Bundesgericht, II. sozialrechtliche Abteilung. Entscheid vom 06.12.2012 i.S. D. c. IV-Stelle des Kantons Wallis (9C\_963/2011) BGE 139 II 1 (Übersetzt von Christa Braaker: Originaltext französisch. Publikation in der Amtlichen Sammlung erfolgt.).  
*Gewährung medizinischer Massnahmen für vorläufig aufgenommene Flüchtlinge (Art. 24 Ziff. 1 lit. b des Abkommens über die Rechtsstellung der Flüchtlinge; Art. 59 AsylG; Art. 2 Abs. 2 FlüB). Unter der Herrschaft von Art. 59 AsylG kann sich auch ein vorläufig aufgenommener Flüchtling auf Art. 2 Abs. 2 FlüB berufen.*
- Pra 102 (5/2013) Nr. 50 - Bundesgericht, II. sozialrechtliche Abteilung. Entscheid vom 15.11.2012 i.S. SWICA Krankenversicherung AG c. Amt des Kantonsarztes, Bellinzona (9C\_331/2012) BGE 138 V 510 (Übersetzt von Remo Bornatico: Originaltext italienisch. Publikation in der Amtlichen Sammlung erfolgt.).  
*Notwendigkeit einer ausserkantonalen Spitalbehandlung und Verpflichtung des Wohnkantons zur Bezahlung der Kostendifferenz (Art. 41 Abs. 2 und 3 KVG [in der bis 31. Dezember 2008 gültig gewesenen Fassung]). Dringlichkeit der Behandlung in einem ausserkantonalen Spital, das nicht oder nur teilweise in der Spitalliste des Wohnkantons aufgeführt wird, ist allein dann anzunehmen, wenn die versicherte Person darauf angewiesen ist, gerade von diesem Leistungserbringer behandelt zu werden (E. 5.6). Ermessensspielraum des überweisenden Arztes, der sich indes auch im medizinischen Notfall in erster Linie an die in der kantonalen Spitalplanung bezeichneten Krankenhäuser halten muss (E. 5.8).*
- Pra 102 (6/2013) Nr. 62 - Bundesgericht, II. öffentlich-rechtliche Abteilung. Entscheid vom 22.10.2012 i.S. 1. A. SA, 2. B. SA, 3. C. SA, 4. D. SA und 5.



E. Sàrl c. Grossen Rat des Kantons Waadt (2C\_219/2012) BGE 138 I 410 (Übersetzt von Remo Bornatico Originaltext französisch. Publikation in der Amtlichen Sammlung erfolgt.).

*Abstrakte Normenkontrolle des Waadtländer Gesetzes vom 17. Mai 2011 über die Änderung des kantonalen Gesetzes vom 5. Dezember 1978 über die Planung und Finanzierung von Gesundheitseinrichtungen öffentlichen Interesses; Festsetzung von Bedingungen für die Rückerstattung der Pflegeheimkosten (kantonaler Anteil) (Art. 49 Abs. 1 BV; Art. 25a Abs. 5, 35 und 39 KVG). Verfassungsmässigkeit der im Waadtländer Gesetz vom 17. Mai 2011 enthaltenen Verpflichtung, wonach im Kanton nicht als Einrichtungen öffentlichen Interesses anerkannte Pflegeheime, die aber auf der Liste der zur Abrechnung mit der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zugelassenen Leistungserbringer stehen, gewisse – den Pflegeheimen öffentlichen Interesses auferlegte – Anforderungen erfüllen müssen, um in den Genuss der Rückerstattung des kantonalen Anteils im Sinne von Art. 25a Abs. 5 KVG zu kommen? Standpunkte der Parteien (E. 3). Ermessensspielraum der Kantone in Bezug auf die Gesundheitsplanung; bedingungslose Pflicht der Kantone, die Rest-finanzierung der auf der KVG-Liste stehenden Pflegeheime zu tragen (E. 4). Verletzung des Grundsatzes des Vorranges des Bundesrechts; Möglichkeit für die Kantone, mit anderen Mitteln vorzugehen (E. 5).*

- Pra 102 (10/2013) Nr. 95 - Bundesgericht, I. zivilrechtliche Abteilung. Entscheid vom 25.02.2013 i.S. X. c. Interkantonaales Spital Y., vertreten durch Spital Z. (4A\_655/2012) BGE 139 III 252 (Übersetzt von Nelly Haldi: Originaltext französisch. Publikation in der Amtlichen Sammlung erfolgt.).  
*Haftung des Staates für die Tätigkeit von Spitalärzten; Rechtsweg, Erfordernis des doppelten kantonalen Instanzenzugs (Art. 72 Abs. 2 lit. b und 75 Abs. 2 BGG). Die Beschwerde in Zivilsachen steht offen gegen in Anwendung von kantonalem öffentlichem Recht ergangene Entscheide über die Verantwortlichkeit für rechtswidrige Handlungen von in öffentlichen Spitälern angestellten Ärzten (E. 1.1–1.5; Bestätigung der Rechtsprechung). In diesen Fällen hat das kantonale Recht, wenn sie ab dem 1. Januar 2011 entschieden wurden, ein Rechtsmittel an ein oberes Gericht zuzulassen. Die Kantone bleiben jedoch frei in der Bestimmung der ersten Instanz (E. 1.6).*

- Pra 102 (10/2013) Nr. 101 - Bundesgericht, I. sozialrechtliche Abteilung. Entscheidung vom 02.05.2013 i.S. Schweizerische Mobiliar Versicherungs-gesellschaft AG c. D. (8C\_101/2012) BGE 139 V 327 (Übersetzt von Barbara Regamey-Straubhaar: Originaltext französisch. Publikation in der Amtlichen Sammlung erfolgt.).

*Unfallähnliche Körperschädigungen (Art. 6 Abs. 2 UVG; Art. 9 Abs. 2 lit. a UVV). Ein Fersenbeinbruch nach heftigem Schlag der Ferse gegen den Boden stellt eine unfallähnliche Körperschädigung dar, soweit er nicht eindeutig einer Krankheit oder einem degenerativen Zustand zuzuschreiben ist (E. 3).*
- JdT 2013 III p. 124, arrêt du 27.05.2013. Exécution des peines et mesures. Traitement thérapeutique institutionnel ordonné par le tribunal. Compétence pour le placement du condamné.

*Art. 59 CP; art. 7 ss et 38 LEP; art. 393 CPP.*

*Dans le cas où un traitement thérapeutique institutionnel a été ordonné à l'endroit d'un condamné, l'Office d'exécution des peines est compétent notamment, aux termes de l'art. 21 al. 2 let. a LEP, pour mandater l'établissement dans lequel le condamné sera placé (art. 59 al. 2 et 3 CP).*
- Sic! 10/2010.

«Lachende Tablette». TFA du 30 mars 2010, *Droit des produits thérapeutiques*.

*PA 44, 48. L'admissibilité d'une publicité pour des médicaments du point de vue du droit des produits thérapeutiques ne peut être jugée qu'en examinant tous ses éléments constitutifs. Le tribunal peut dès lors étendre l'objet du litige à l'ensemble de l'objet contesté. Un tel élargissement présuppose que l'administration se soit prononcée sur l'objet élargi pour le moins sous la forme d'une déclaration en procédure (consid. 1.3). LPTh 31 I, 32 I b; OPMéd 16 II. L'utilisation d'un personnage de bande dessinée comme véhicule de sympathie dans une publicité pour des médicaments ne viole pas l'obligation d'une publicité objective, pour autant que le message ne soit pas purement émotionnel. Pour en juger, il faut voir si la publicité dans son ensemble est si réductrice qu'il faille s'attendre à une utilisation excessive des médicaments (consid. 4.1, 4.2). LPTh 31 I, 32 I b; OPMéd 16 II. Un durcissement de la pratique concernant l'admissibilité de personnages publicitaires comparables dans un délai relativement court viole l'interdiction de l'arbitraire, à moins d'être annoncée et justifiée matériellement. Cela vaut d'autant plus lorsque l'emploi de tels personnages est usuel dans la publicité (consid. 4.1, 4.2). LPTh 31 I, 32 I b; OPMéd 16 V c. Dans la procédure d'autorisation pour une publicité d'un médicament selon le droit des produits thérapeutiques, l'autorité*

*ne peut pas imposer une charge pour pallier l'absence d'une condition d'autorisation. On ne peut pas remédier aux graves défauts d'une publicité pour un médicament grâce à des dispositions annexes (consid. 5).*

- SJ 2013 I 547 - Tribunal fédéral, IIe Cour de droit public. 7 mai 2013. X. c. A.Y., B.Y., C.Y. et Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé du canton de Genève. 2C\_66/2013, arrêt non destiné à la publication au recueil officiel.  
*Autorisation de pratiquer. Suspension pour deux ans. Droit d'être entendu. — CEDH 6; Cst. 29; Loi genevoise du 7 avril 2006 sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients (LComPS) 7 al. 1 let. a, 19. Le droit à la réplique ne s'applique pas aux procédures menées par des autorités autres que judiciaires. Il ne peut être invoqué au stade de la prise de décision par le Département. Il ne peut être exigé de débats publics devant la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients.*
- SZS 04/2013, 19.08.2013, p. 406, ATF 28.05.2013 N. 9C\_1020/2012.  
*Art. 73 al. 1 LAMal. Lorsqu'une personne sans emploi, qui percevait jusqu'à présent des indemnités de chômage et qui dispose d'une assurance d'indemnités journalières maladie selon les art. 67 ss LAMal, tombe malade, elle a en principe droit à des indemnités journalières aux conditions énoncées à l'art. 73 al. 1 LAMal. Motif: une personne au chômage subit une perte de gain lorsqu'elle est passagèrement inapte au placement en raison de sa maladie et, partant, n'a pas droit aux indemnités de chômage. En revanche, si la personne assurée ne parvient pas, comme c'est le cas ici, à démontrer au degré de la vraisemblance prépondérante qu'elle aurait pris un emploi si elle n'avait pas été malade, la condition de la perte de gain donnant droit aux indemnités n'est pas réalisée.*
- SZS 05/2013, 16.9.2013, p. 493, ATF 16.05. 2013 N. 9C\_799/2012.  
*Art. 4 LAI. Le fait que des facteurs psychosociaux tels que les problèmes de couple, les difficultés personnelles, la rupture d'une relation de couple et autres difficultés de la vie soient de plus en plus devenus des objets courants des soins médicaux ne change rien à cet autre fait qu'ils ne sont pas pertinents en droit de l'invalidité. Les troubles en réaction à une décision négative*

*de l'AI peuvent être traités médicalement de manière adéquate. Il ne peut en découler de handicap psychique invalidant; dans le cas contraire, la notion juridique de l'invalidité n'aurait plus aucun sens.*

- SZS 05/2013, 16.9.2013, p. 494, ATF 13.07.2013 N. 9C\_550/2012.  
Art. 21 al. 1 IVG; ch. 5.06 OMAI. *Synthèse de la jurisprudence sur le droit des hommes et des femmes à une perruque, et dans le cas d'espèce d'un homme opéré pour devenir femme.*
- SZS 06/2013, 25.11.2013, p. 596, ATF 08.07.2013 N. 9C\_803/2012.  
Art. 7 et art. 64a al. 3, 4 et 6 LAMal. *Une personne assurée qui ne paye pas les primes d'assurance-maladie et les participations aux coûts exigibles, ni les intérêts moratoires et les frais de poursuite, n'a pas le droit de changer d'assureur, tant qu'elle ne s'est pas acquittée des montants en souffrance (art. 64a al. 6 LAMal). Cette règle déroge à l'art. 7 LAMal. L'interdiction de changer d'assureur s'applique donc lorsqu'à la date de la décision sur opposition, la procédure de faillite n'est, comme en l'espèce, pas encore terminée. Le Tribunal fédéral a, en revanche, laissé ouverte la question de savoir si l'interdiction s'applique aussi en présence d'un acte de défaut de biens après saisie ou faillite. La cour suprême signale toutefois que même si l'art. 64a al. 4 en relation avec l'al. 3 LAMal prévoit que le canton prend en charge 85% des créances pour lesquelles un acte de défaut de biens ou un titre équivalent a été délivré, l'al. 64a al. 6 LAMal exclut le changement d'assurance tant que la personne assurée n'a pas payé les arriérés.*
- SJZ 109 (2013) N° 15, 01.08.2013, p. 367, ATF 05.06.2013 N. 8C\_69/2013.  
Art. 93 LTF. *« La décision incidente de l'office AI de faire procéder à une expertise d'un assuré établi à l'étranger ne peut pas être contestée devant un tribunal avant que le centre d'expertise soit aussi fixé conformément au système d'attribution « SuisseMED@P ».*
- SJZ 109 (2013) N° 21, 01.11.2013, p. 507, ATF 20.08.2013 N. 1B\_96/2013.  
Art. 49 Cst, 321 CP, 171, 174, 248, 253, 264 CPP. *«La question est laissée indécise de savoir si, et jusqu'à quel point, le droit cantonal pourrait obliger les médecins à annoncer les indices de graves infractions. Une obligation globale à charge des médecins de transmettre des renseignements et de produire des pièces viderait complètement le secret médical de son sens et serait incompatible avec les dispositions de droit fédéral relatives à la protection du secret professionnel ».*

- Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins. - Bern. - Jg. 149 (2013), H. 9, S. 752-754, Urteil 9C\_550/2012 vom 13.Juli 2013.  
*Perücke als Hilfsmittel der Invalidenversicherung. Im anzuzeigenden Urteil hatte sich das Bundesgericht auf Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten hin mit der Frage zu befassen, ob eine Versicherte nach durchgeführter Geschlechtsanpassungsoperation gegenüber der IV Anspruch hat auf einen Kostenbeitrag an eine Perücke oder ein Haarteil.*

## **V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung**

### **Appenzell Rhodes extérieures / Appenzell Ausserrhoden**

- AR GVP 23/2011 Nr. 3568, 26.10.2011.  
*Unfallversicherung. Unfallbegriff. Eine durch den Tanzpartner im Rahmen eines Salsa-Kurses durch Emporstossen der Arme ausgelöste Schulterverletzung stellt ohne das Dazutreten besonderer Umstände keinen Unfall dar.*

### **Argovie / Aargau**

- Aargauische Gerichts- und Verwaltungsentscheide,, IX. Gesundheit und Adoption, 2011, p.207, Urteil des Verwaltungsgerichts, 4. Kammer, vom 6 Juli 2011 in Sachen A. gegen Regierungsrat (WBE.2008.14).  
*Zweckentfremdung und Veräusserung von Spitalanlagen und –liegenschaften (§14 Abs. 6 SpiG)*  
*Die Entlassung einer Einrichtung aus dem staatlichen Leistungsauftrag und die Verwendung von Anlagen und Liegenschaften in tatsächlicher Hinsicht für eine Nutzung, die nicht mehr auf einem Leistungsauftrag gemäss kantonaler Spitalkonzeption beruht, stellen eine Zweckentfremdung im Sinne von §14 Abs. 6 SpiG und §9 Abs.2 SpiV dar.*

### **Berne / Bern**

- Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 28. December 2012 i.S.B. gegen Gemeinsame Einrichtung KVG (VGE 200.2012.892), Jurisprudence administrative bernoise 2013/10, p. 487.  
Assurance maladie ; entraide en matière de prestations.  
*Art. 18 LAMal ; art. 19 al. 1 OAMal : la personne assurée qui a transférée son domicile en Suisse après que l'assureur social néerlandais lui ait alloué une prestation d'assurance sociale intitulée « persoonsgebonden budget » ne peut prétendre à ce que l'Institution commune LAMal fournisse cette prestation au titre de l'entraide internationale en matière de prestations. La question de la qualification de cette prestation en tant que prestation en espèce ou en nature n'est pas déterminante à cet égard.*
- Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 14. März 2013 i.S.A gegen KPT Krankenkasse AG (VGE 200.2012.966), Jurisprudence administrative bernoise 2013/7/8, p. 360.  
Assurance maladie ; péremption de la créance en restitution.  
*Art. 25 al 2 LPGa ; art. 80 al. 1 LAMal : contrairement à la situation qui prévalait sous l'empire de l'art. 30 al. 1 LAMal, selon lequel une procédure simplifiée était aussi applicable en cas de restitution, l'art. 80 al. 1 LAMal limite la procédure simplifiée à l'octroi des prestations d'assurance. Certes, l'assureur-maladie peut toujours, comme par le passé, adresser à la personne concernée une facture avec le montant des prestations indues réclamées en restitution. Si la personne concernée n'y donne pas suite, la restitution doit néanmoins faire l'objet d'une décision formelle notifiée dans les délais de l'art. 25 al. 2 LPGa, faute de quoi la créance en restitution se périmé (c.3.3.3).*

#### **Grison/ Graubünden**

- S-12-27 - 3. Kammer Versicherungsgericht - Urteil vom 14. März 2013.  
*Urteil in der verwaltungsrechtlichen Streitsache betreffend Versicherungsleistungen nach KVG.*
- PVG 2012 6/13 Gesundheit  
U-11-76 - 3. Kammer Versicherungsgericht - Urteil vom 28. August 2012.  
*Einschränkung der Berufsausübungsbewilligung. Befristetes Verbot zur Vornahme bestimmter ärztlicher Handlungen aufgrund einer Alkoholabhängigkeit. Eintrag ins Medizinalberuferegister. Die fachlichen und persönlichen Voraussetzungen für die selbstständige Ausübung universitärer Medizinalberufe werden seit Inkrafttreten des Medizinalberufegesetzes (MedBG) abschliessend durch Bundesrecht geregelt (E. 3a, b). Der Grundsatz der Verhältnis-*

mässigkeit nach Art. 5 Abs. 2 BV führt dazu, dass in Art. 38 MedBG – trotz seines Wortlauts – auch für die konkret verfügte Einschränkung der Berufsausübungsbewilligung eine genügende gesetzliche Grundlage vorhanden ist, da ansonsten die Bewilligung vollständig hätte entzogen werden müssen (E. 4 a, b). – Die verfügte Massnahme ist zudem im öffentlichen Interesse (Schutz der öffentlichen Gesundheit) und geeignet, erforderlich wie auch verhältnismässig im engeren Sinn, sodass die Eingriffsvoraussetzungen gemäss Art. 36 BV allesamt gegeben sind (E. 4d, e). – Die Eintragung ins Medizinalberuferegister dient der Publizität der angeordneten Massnahme und damit neben der Qualitätssicherung und statistischen Zwecken insbesondere auch der Information und dem Schutz der Patientinnen und Patienten (E. 5b).

### **Lucerne /Luzern**

- LGVE 2012 II Nr. 32, 04.05.2012.  
32. Ziff. 404 GgV-Anhang. Zum Stellenwert des Testverfahrens nach Dr. Ruf-Bächtiger bei der Abklärung eines psychoorganischen Syndroms (POS) nach Ziff. 404 GgV-Anhang.
- LGVE 2012 II Nr. 35, 20.03.2012.  
35. Art. 6 UVG. Erreicht ein allfälliges Schädel-Hirntrauma höchstens den Schweregrad einer Commotio cerebri, nicht aber den Grenzbereich zu einer Contusio cerebri, richtet sich die Adäquanzprüfung nicht nach der Schleudert trauma-Praxis (BGE 134 V 109), zumal dann nicht, wenn im Anschluss an das Unfallereignis kein komplexes und vielschichtiges Beschwerdebild vorlag. Zur Anwendung gelangt die Rechtsprechung zu den psychischen Unfallfolgen (Psychopraxis: BGE 115 V 133); eine psychiatrische Diagnose wird dafür keineswegs zwingend verlangt. Beispiele für die Qualifikation eines Unfalls als mittelschwer im engeren Sinn.

### **Neuchâtel / Neuenburg**

- Recueil de jurisprudence neuchâteloise – 2012, p. 260, Jugement du Tribunal criminel des Montagnes et du Val-de-Ruz du 02.04.2012 en la cause X.  
Art. 47, 122, 231 CP ; 49 CO. *Transmission du virus VIH ; fixation de la peine ; tort moral.*

- Recueil de jurisprudence neuchâteloise – 2012, p. 289, Arrêt de l'Autorité de recours en matière pénale du 26.01.2012 en la cause X.  
Art. 394 let. b CPP. *Recevabilité d'un recours contre le refus du procureur d'ordonner une expertise médicale.*
- Recueil de jurisprudence neuchâteloise – 2012, p. 322, Arrêt de l'Autorité de recours en matière pénale du 03.07.2012 en la cause X.  
Art. 125 CP; 310 CPP. *Recours de non-entrée en matière, dans un cas de lésions corporelles graves par négligence, déposé par une patiente qui reprochait aux médecins du service des urgences d'un hôpital de ne l'avoir faite examiner qu'avec retard par un ophtalmologue en dépit de la cécité partielle dont elle souffrait depuis plusieurs jours, cet attermoiement entraînant la perte totale et définitive de la vision d'un œil et la réduction à 60% de la vision de l'autre.*
- Recueil de jurisprudence neuchâteloise – 2012, p. 359, Arrêt de la cour de droit public du 23.07.2012 en la cause X. c/ Etablissement hospitalier multisite cantonal (EHM ; Hôpital neuchâtelois).  
Art. 5, 11 LResp. *Action de droit administratif ; responsabilité médicale ; point de départ du délai de péremption ; demande en indemnisation ; reconnaissance de responsabilité.*
- Recueil de jurisprudence neuchâteloise – 2012, p. 370, Arrêt de la Cour de droit public du 15.11.2011 en la cause X. c/ Etablissement hospitalier multisite (EHM).  
Art. 11 al. 2 et 3 LResp. *Responsabilité de la collectivité publique pour un acte médical ; péremption de l'action de droit administratif ; lien de causalité.*
- Recueil de jurisprudence neuchâteloise – 2012, p. 467, Arrêt de la Cour de droit public du 14.12.2011 en la cause X. c/ Caisse de pension Y.  
Art. 23 let. a et b LPP. *Droit à des prestations d'invalidité en présence d'une infirmité congénitale.*
- Recueil de jurisprudence neuchâteloise – 2012, p. 473, Arrêt de la Cour de droit public du 20.02.2012 en la cause des époux X. c/ Office cantonal de l'assurance-maladie et Département de la santé et des affaires sociales  
Art. 65 LAMal; 10, 17, 17a, LILAMal; 33a, 34a RALILAMal. *Droit au subside pour les primes d'assurance-maladie obligatoire pour les indépendants; déclaration fiscale déposée tardivement ; dies a quo du droit au subside ; interprétation de la loi.*



### Saint-Gall / St-Gallen

- Pflegerecht – Pflegewissenschaft 3/2013, p. 182 n° 42, Urteil des Kreisgerichts Toggenburg vom 25. April 2013, (avec remarques de Julian Mausbach). *Mehrfache sexuelle Handlungen mit Anstaltspfleglingen und fünfjähriges Berufsverbot Ein Hilfspfleger, der drei Patientinnen gedrängt hat, ihn mit der Hand zu befriedigen, ist wegen mehrfacher sexueller Handlungen mit Anstaltspfleglingen (Art. 192 StGB), nicht aber wegen sexueller Nötigung (Art. 189 StGB) oder Schändung (Art. 191 StGB) schuldig und wird mit einer unbedingten Freiheitsstrafe von vierzehn Monaten und einem fünfjährigen Berufsverbot bestraft.*
- Versicherungsgericht, KV 2012/20, 11.07.2013.  
*Art. 3 Abs. 1 ATSG; Begriff der Krankheit in Bezug auf ein beidseitiges Lipödem an den Beinen. Art. 32 Abs. 1 KVG: Kriterien Wirksamkeit, Zweckmässigkeit und Wirtschaftlichkeit in Bezug auf eine Liposuktion.*  
[http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle\\_entscheide1/Entscheide\\_20121/kv\\_-\\_krankenversicherung/kv-2012-20.html](http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle_entscheide1/Entscheide_20121/kv_-_krankenversicherung/kv-2012-20.html)
- Versicherungsgericht, KV 2012/21, 3.09.2013.  
*Art. 31 Abs. 1 KVG. Art. 17-19 KLV. Prüfung der Frage, ob der Krankenversicherer im Zusammenhang mit einer Schlafapnoe-Diagnose eine kieferchirurgische Umstellungsosteotomie zu übernehmen hat oder ob alternative Behandlungsmöglichkeiten vorweg auszuschöpfen sind. Rückweisung zur weiteren Abklärung und neuen Verfügung.*  
[http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle\\_entscheide1/Entscheide\\_20121/kv\\_-\\_krankenversicherung/kv-2012-21.html](http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/aktuelle_entscheide1/Entscheide_20121/kv_-_krankenversicherung/kv-2012-21.html)
- Verwaltungsgericht, Präsidialentscheid, B 2013/149, 22.07.2013.  
*Gesundheitsrecht, Entzug der Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung als Zahnarzt, Wiedererteilung der aufschiebenden Wirkung, Art. 64 in Verbindung mit Art. 51 Abs. 1 VRP (sGS 951.1).*  
*Der Entzug der aufschiebenden Wirkung der Beschwerde erfolgte zu Recht, nachdem der Beschwerdeführer im aufsichtsrechtlichen Verfahren jede Mitwirkung vermissen liess; die Wiedererteilung der aufschiebenden Wirkung*

*kommt nur schon deshalb nicht in Frage, weil die geforderten Mitwirkungshandlungen auch im Rahmen der Beschwerdeführung nicht nachgeholt wurden.*

NB: Gegen diesen Entscheid wurde Beschwerde beim Bundesgericht erhoben (Verfahren 2C\_727/2013).

<http://www.gerichte.sg.ch/home/dienstleistungen/rechtsprechung/verwaltungsgericht/entscheide-2013/b-2013-149--22-07-13-.html>

### **Tessin/Ticino**

- *Rivista ticinese di diritto, I – 2013 p. 44 n° 11, TCA 3.9.2012, N. 36.2012.14 Art. 30 segg., 26 cpv. 2, 37 LCAMal ; 14 RLCAMal. Riduzione del premio dell'assicurazione obbligatoria contro le malattie – calcolo del reddito disponibile – nuove norme per stabilire la riduzione dei premi dell'assicurazione obbligatoria delle cure medico sanitarie (RIPAM) – esclusione della deduzione delle spese di degenza in una casa anziani.*
- *Rivista ticinese di diritto, I – 2013 p. 275 n° 62, TCA 20.6.2012, N. 36.2012.10 Art. 71a seg. OAMal ; 25, 52 cpv. 1 lett. b) LAMal. Medicamento ammesso nell'elenco delle specialità – impiego non rientrante nell'informazione professionale – assunzione dei costi dall'assicuratore malattia. Di principio un medicamento figurante nell'elenco delle specialità, utilizzato – “al di fuori dell'etichetta”- per altre indicazioni rispetto a quelle autorizzate da Swissmedic e alle quali fa riferimento l'istruzione destinata agli specialisti, non è assunto dall'assicurazione malattia obbligatoria per le cure medico-sanitarie, a meno che non si sia in presenza : 1) di un “complesso terapeutico” oppure 2) di una malattia che, oltre a minacciare la vita dell'assicurato oppure a provocare una grave e cronica affezione alla sua salute, non può essere curata diversamente in maniera efficace per mancanza di alternative terapeutiche, a condizione però che il prodotto in questione presenti un'utilità terapeutica importante.*
- *Rivista ticinese di diritto, I – 2013 p. 285 n° 63, TCA 21.5.2012, N. 36.2012.15 Art. 20 segg. OPre ; 25, 52, 56 cpv. 1 LAMal. Sistema di monitoraggio continuo della glicemia – assunzione dei costi da parte dell'assicurazione malattia obbligatoria – interpretazione della posizione 21.05 dell'EMAp. La posizione 21.05 dell'Elenco dei mezzi e degli apparecchi (EMAp) per l'assunzione dei costi del sistema di monitoraggio continuo della glicemia in vigore dal 1° luglio al 31 dicembre 2011 – che non va interpretata secondo la*

*sua lettera – deve essere intesa, come quelle valida dal 1° gennaio 2012, nel senso che l'assicuratore malattie è tenuto a riconoscere le spese se le prime due condizioni sono adempiute alternativamente, e meglio se la persona assicurata ha un valore dell'HbA1C pari o superiore all'8% e/o una grave ipoglicemia di grado II o III o in caso di forme gravi di diabete instabile, dopo che sono già avvenuti consulti d'urgenza e/o ricoveri in ospedale.*

### **Thurgovie/Thurgau**

- Rechenschaftsbericht des Obergerichts des Kanton Thurgau, 2012 n° 3, Obergericht, 2. Abteilung, 14. August 2012, ZBR.2012.11.  
*Dokumentationspflicht des Zahnarztes Art. 400 Abs. 1 OR*
- Thurgauische Verwaltungsrechtspflege, 2012, n° 23, Entscheid vom 15. Februar 2012.  
*Entbindung vom Berufsgeheimnis, örtliche und sachliche Zuständigkeit, § 18 Abs. 2 GG. Das DFS ist örtlich und sachlich zuständig für die Entbindung vom Berufsgeheimnis, wenn der Arzt heute der Aufsicht des Kantons Thurgau untersteht, sich die Entbindung aber auf eine frühere, ausserkantonale Tätigkeit bezieht. (Das Bundesgericht hat eine dagegen gerichtete Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten mit Urteil 2C\_361/2012 vom 19. September 2012 abgewiesen).*
- Thurgauische Verwaltungsrechtspflege, 2012, n° 28, Entscheid vom 2. August 2012.  
*Auswahl und Festhalten an Gutachterstelle, Art. 43 Abs. 1 und 44 ATSG, Art. 72bis IVV, Art. 29 Abs. 1 BV. Ausstandsgründe gegenüber einem einzelnen Gutachter schliessen eine Begutachtung durch die Abklärungsstelle nicht aus, sofern durch diesen Arzt keine fachliche Mitwirkung an der Begutachtung oder eine Einflussnahme auf den Inhalt des Gutachtens erfolgt. Durch eine Vergabe per Zufallsprinzip wurde der Forderung nach einer vermehrten Waffengleichheit und Fairness im Rahmen einer Begutachtung nachgekommen. An einer objektiven Zuteilung durch die SuisseMED@P bestehen keine Zweifel. Die versicherte Person kann sich zudem vorgängig zur beabsichtigten Art der Begutachtung, den vorgesehenen Fachdisziplinen und dem Fragenkatalog äussern und Zusatzfragen stellen. (Das Bundesgericht ist auf eine gegen*

*diesen Entscheid erhobene Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten mit Urteil 8C\_721/2012 vom 10. Oktober 2012 nicht eingetreten).*

- Thurgauische Verwaltungsrechtspflege, 2012, n° 33.  
*Keine Kostenübernahme für ein MacBook Pro 17 Zoll als Hilfsmittel bei einer sehbehinderten Versicherten, Art. 8 und 21 IVG, Art. 14 IVV, Art. 2 HVI. Eine leistungsfähige EDV-Anlage gilt heute als Grundausstattung eines Haushalts und als betriebsübliche Ausstattung; die Benutzung eines Notebooks ist selbstverständlich geworden. Die versicherte Person hat lediglich Anspruch auf Hilfsmittel in einfacher und zweckmässiger Form. Ein bereits vorhandenes MacBook Pro 15 Zoll kann als solches Hilfsmittel bezeichnet werden, weshalb darüber hinaus kein Anspruch auf ein MacBook Pro 17 Zoll begründet werden kann.*
- Thurgauische Verwaltungsrechtspflege, 2012, n° 34, Entscheid vom 12. September 2012.  
*Ausnahmsweise Kostenübernahme für Ergotherapie nach dreijähriger Behandlungsdauer des Geburtsgebrechens Ziff. 404 GgV Anhang. Eine Ergotherapie beim Geburtsgebrehen Ziff. 404 GgV Anhang wird auf maximal drei Jahre begrenzt. Jedoch ist eine Verlängerung dann möglich, wenn die versicherte Person auch unter einer länger dauernden Ergotherapie immer noch eine objektiv (d.h. mittels neuropsychologischer Testung) erfassbare Verbesserung ihrer Teilleistungsstörungen zeigt, was ein schlüssiges Kriterium darstellt und eine im Einzelfall gerechte Lösung zulässt.*
- Thurgauische Verwaltungsrechtspflege, 2012, n° 36, Entscheid vom 14. November 2012.  
*Art. 25 Abs. 1 und 32 KVG, KLV Anhang 1. Eine Intervention an der gesunden Brust ist nur dann angezeigt, wenn es um die Wiederherstellung der physischen Integrität der betroffenen Person geht. Es besteht kein Anspruch auf eine Korrektur der gesunden Brust, um jegliche Asymmetrie zu vermeiden.*
- Thurgauische Verwaltungsrechtspflege, 2012, n° 37, Entscheid vom 1. Februar 2012.  
*Hilfsmittel, Kostenübernahme für Handprothesen. Art. 25 Abs. 2 lit. b KVG, Art. 24 Abs. 1 KLV, KLV Anhang 2: MiGeL. Da die MiGeL auch nach Kündigung des SVOT-Tarifs (Tarif des Schweizer Verbands der Orthopädietechniker) auf diesen verweist, sind die dortigen Ansätze weiterhin massgebend, weshalb keine höheren Kosten vergütet werden können. Die Funktion des SVOT-Tarifs beschränkt sich darauf, die entsprechenden Kosten festzu-*

*halten, stellt aber keine weiteren Einschränkungen in Bezug auf die zu vergütenden Prothesen der Extremitäten auf. Die Austauschbefugnis in Bezug auf i-Limb Handprothesen anstelle „normaler“ Unterarm- und Handgelenksprothesen wird im vorliegenden Fall bejaht, zumal eine beidseitige Prothesenversorgung notwendig ist. (Das Bundesgericht hat eine gegen diesen Entscheid erhobene Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten mit Urteil 9C\_216/2012 vom 18. Dezember abgewiesen).*

### **Zurich / Zürich**

- (URT.2013.15379) 3. Abteilung/3. Kammer Endentscheid vom 10 Juli 2013.  
*Entzug der Bewilligung zur selbständigen ärztlichen Tätigkeit wegen fehlender Vertrauenswürdigkeit.*  
*Es ist von der Rechtzeitigkeit der Beschwerde auszugehen (E. 1.2). Es ist nicht zu beanstanden, wenn der Beschwerdegegner bzw. die Vorinstanz die Vorstrafen und den Entzug der kassenärztlichen Zulassung des Beschwerdeführers im Ausland in die Beurteilung der Vertrauenswürdigkeit einfliessen liess. Diese Ereignisse liegen immerhin mehrheitlich mehr als zehn Jahre zurück und weisen keinen direkten Zusammenhang mit der Behandlung von Patienten, sondern einen administrativen Hintergrund auf. Insofern kann ihnen für die Frage der heute zu beurteilenden Vertrauenswürdigkeit keine allzu grosse Bedeutung zukommen (E. 4.1.1). Gegen den Beschwerdeführer sind derzeit gleich mehrere Straf- und Disziplinarverfahren hängig, die unzweifelhaft einen Zusammenhang zu dessen selbständiger Berufsausübung als Arzt aufweisen. Dadurch erscheint seine Vertrauenswürdigkeit als beeinträchtigt (E. 4.1.2). Der Beschwerdeführer wurde bereits im Ausland wegen der Verletzung finanzieller und administrativer Pflichten verurteilt. Aufgrund der nunmehr auch in der Schweiz in diesem – wenn auch nicht identischen, aber doch vergleichbaren – Zusammenhang eingeleiteten Verfahren kommen Zweifel an der Fähigkeit des Beschwerdeführers auf, ob er die Organisations- und Managementaufgaben im Rahmen seiner Berufstätigkeit wahrnehmen kann (E. 4.1.3). Der Beschwerdeführer machte bei Gesuchstellung nicht wahrheitsgetreue Angaben gegenüber der Behörde. Dies beeinträchtigt seine Vertrauenswürdigkeit erheblich (E. 4.1.4). Der Schluss der Vorinstanz, dass dem Beschwerdeführer die Vertrauenswürdigkeit abzusprechen sei, ist nicht zu beanstanden (E. 4.2). Nach der Rechtsprechung des Bundesgerichts hat*

der Gesetzgeber die Frage der Erforderlichkeit der Massnahme vorab entschieden. Kommt die zuständige Behörde zum Schluss, die Vertrauenswürdigkeit sei nicht mehr gegeben, bleibt als einzige Rechtsfolge der Entzug der erteilten Bewilligung (E. 4.3.2). Abweisung.

[VB.2013.00389](#)

## Doctrine / Lehre

### I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

#### Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- QUINN P., HABBIG A.-K., MANTOVANI E., DE HERT .I., The Data Protection and Medical Device Frameworks — Obstacles to the Deployment of Health across Europe?, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 2, 2013, pp. 185–204.

Assurances sociales

- DE OLIVEIRA MARTINS M. I., Risk Assessment vs. Right to Privacy: The Access to Health Information on the Insurance Candidate through Questionnaires and the Right to Privacy, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 1, 2013, pp. 63–78.
- SHEPPARD M. K., Treatments of Low-priority and the Patient Mobility Directive 2011, an End to Legal Uncertainty for the English NHS?, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 3, 2013, pp. 295–314.

Droits des patients, droit de la personnalité

- GRAEME L., POSTAN E., Rhetoric or Reality : What is the Legal Status of the Consent Form in Health-Related research? *Medical Law Review*, Vol. 21, no 3, Summer 2013, p. 371.
- ROSCAM ABBING H., Prisoners Right to Healthcare, a European Perspective, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 1, 2013, pp. 5–19.

#### Ethique biomédicale

- DONOGHUE S., SMYTH C-M., Abortion for Foetal Abnormalities in Ireland; The Limited Scope of the Irish Government's Response to the A, B and C Judgment, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 2, 2013, pp. 117–143.

#### Euthanasie

- LEGEMAATE J., BOLT I., The Dutch Euthanasia Act: Recent Legal Developments, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 5, 2013, pp. 451–469.
- LEMMENS C., A New Style of End-of-life Cases: A Patient's Right to Demand Treatment or a Physician's Right to Refuse Treatment? The Futility Debate Revisited, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 2, 2013, pp. 167–183.
- MICHALOWSKI S.; Relying on Common Law Defences to Legalise Assisted Dying : Problems and Possibilities, *Medical Law Review*, Vol. 21, no 3, Summer 2013, p. 337.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- BIRKELAND S.F., JARBØL D.E., Danish Medical Doctor Reprimanded for Treatment of a Four Week-old Child following Reporting from the National Board of Health, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 1, 2013, pp. 97–105.

- GEVERS Sjeff, Late Abortion in Case of Severe Foetal Abnormality, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 5, 2013, pp. 445–449.

#### Procréation médicalement assistée

- ROTHMAR HERRMANN J., Anonymity and Openness in Donor Conception: The New Danish Model, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 5, 2013, pp. 505–511.
- SANDERSON M., A New Approach to Sex-Based Classifications in the Context of Procreative Rights: S.H. & Others v. Austria in Context, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 1, 2013, pp. 21–40.

#### Recherche biomédicale

- GOUGH F., Deliberating or Dithering? Ireland and Human Embryonic Stem Cell Research, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 2, 2013, pp. 145–165.
- HERINGA J., DUTE J., The Proposed EU-regulation on Clinical Trials on Medicinal Products: An Unethical Proposal?, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 4, 2013, pp. 347–362.
- MCHALE J. V., Reforming the EU Clinical Trials Directive: Streamlining Processes or a Radical “New” Agenda?, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 4, 2013, pp. 363–381.
- SOINI S., Finland on a Road towards a Modern Legal Biobanking Infrastructure, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 3, 2013, pp. 289–294.

#### Responsabilité médicale

- GREMBI V., GAROUPA N., Delays in medical malpractice litigation in civil law jurisdictions: some evidence from the Italian Court of Cassation, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 8, Issue 04, October 2013, pp. 423–452.

#### Système de santé, politique de la santé



- CLEMENT T., MICHELSEN K, BRAND H., Supporting health systems in Europe: added value of EU actions ?, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 9, Issue 01, January 2014, pp. 49-69.
- GEER S.L., Avoiding another directive: the unstable politics of European Union cross-border health care law, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 8, Issue 04, October 2013, pp. 415-421.
- GIGNON M., GANRY O., JARDÉ O., MANAOUIL C., The Precautionary Principle: Is it Safe, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 3, 2013, pp. 261–270.
- GORDEEV V.S., PAVLOV M, GROOT W., Informal payments for health care services in Russia: old issue in new realities, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 9, Issue 01, January 2014, pp. 25-48.
- HARTLEV M., Equal Access to Healthcare on a Non-Discriminatory Basis — Reality or Aspiration?, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 4, 2013, pp. 343–346.
- INGLESE M., Do Consumers Have the Right to Drink Healthy Wine? An Appraisal of the Deutsches Weintor Case, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 4, 2013, pp. 409–421.
- MCINTYRE D., MEHEUS F., Achieving sustainable universal health coverage in low-and middle-income countries, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 8, Issue 04, October 2013, pp. 543-548.
- PATON C., Disciplining health policy? Explaining health policy by reference to...what ?, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 8, Issue 4, October 2013, pp. 397–405.
- ROSCAM ABBING H., Sustainability of Healthcare Systems: Aligning the Safety and Quality Debate with the Debate on the Financing Systems and Mechanisms, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 3, 2013, pp. 253–259.

#### Transplantations

- METZ C., HOPPE N., Organ Transplantation in Germany: Regulating Scandals and Scandalous Regulation, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 2, 2013, pp. 113–116.
- GARWOOD-GOWERS A., Time to Address the Problem of Post-Mortem Procurement of Organs for Transplantation Occurring without Proper Pre-mortem Consent, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 4, 2013, pp. 383–408.
- MCGEE A., Reaffirming the Dead Donor Rule and the Norm against Killing, *European Journal of Health Law*, Volume 20, Issue 5, 2013, pp. 513–527.

#### Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

- VÖNEKY S. et al. (éds), Ethik und Recht - die Ethisierung des Rechts. Ethics and Law - The Ethicalization of Law, Heidelberg 2013.

#### II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

*(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)*

#### Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

- GUILLOD O., Transparence et conflits d'intérêts dans le secteur pharmaceutique : un aperçu du droit suisse, *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie* (Paris) N° 1, 2013, p. 11.

Assurances sociales

- DUMAS B., Assurances sociales : nouveautés au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et réformes en cours, *Sécurité sociale (CHSS)*, 6/2013, p. 307.
- FLEISCHANDERL P., Die Anfechtbarkeit von Vor- und Zwischenentscheiden gemäss Art. 92 f. BGG, insbesondere im Sozialversicherungsrecht, *SZS* 04/2013, 19.08.2013, p. 305.
- KESSLER T., RUTSCH K., Modifications de l'OPAS, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/39 (94), 25.09.2013, p. 1471.
- LANDOLT H., Pflegekosten und Ergänzungsleistungen, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft* 4/2013, p. 218.
- PÄRLI K., Protection et échange des données dans la coopération inter-institutionnelle - CII, *Sécurité sociale (CHSS)*, 6/2013, p. 310.
- SCHMIDT A. E., Soins de longue durée en Suisse : perspectives européennes, *Sécurité sociale (CHSS)*, 6/2013, p. 318.

#### Droits des patients, droit de la personnalité

- AMBROSIO A., Direttive anticipate tra limiti e opportunità, *Rivista per le medical humanities*, Anno 7, no 25, Maggio-Agosto 2013, p. 85.
- FOUNTOLAKIS Christiana, KÖBRICH Tim, Die Verbindlichkeit des mittels No-CPR-Stempels erklärten Verzichts auf Reanimationsmassnahmen im neuen Erwachsenenschutzrecht, *PJA* 10/2013, p. 1437.
- HRUBESCH-MILLAUER S., WITTEW J., Erbrechtliche Verfügungsmöglichkeiten bei Pflegebedürftigkeit, Krankheit oder Altersschwäche der verfügenden Person, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft* 4/2013, p. 194.
- HUGENTOBLE Markus, Arbeitgeberschreck Gesundheitscheck, *PJA* 8/2013 p. 1142.

- KIND C., La prise en charge médicale de personnes détenues à l'exemple des rapatriements sous contrainte de requérants d'asile, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/51-52 (94), 18.12.2013, p. 1941.
- MÜLLER M., Hungertod in der Zelle, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht*, 114/2013, S. 293.
- SHAHA M., Pflege und Recht in Bezug auf Geschlechtsvariationen, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft* 3/2013, p. 130.
- TIRABOSCHI P., La comunicazione della diagnosi al paziente affetto da demenza lieve, *Rivista per le medical humanities*, Anno 7, n° 25, Maggio-Agosto 2013, p. 76.

#### Ethique biomédicale

- SPRECHER F., Medizinisch-ethische Standards privater Organisationen und ihr Einfluss auf die Rechtsgenese und Rechtsanwendung am Beispiel der medizinisch-ethischen Richtlinien der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften, *in: Vöneky S. et al. (éds), Ethik und Recht - die Ethisierung des Rechts. Ethics and Law - The Ethicalization of Law*, Heidelberg, 2013, p. 353.

#### Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

- GÄCHTER Th., KAUFMANN M., Impfpflicht für Gesundheitspersonal - Auswirkungen des neuen Epidemiengesetzes, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft* 4/2013, p. 213.
- HUG J., PÄRLI K., Impfzwang in Gesundheitsbetrieben des Privatrechts, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft* 3/2013, p. 165.
- LANG G., Expiration de l'admission cantonale en cas de non-utilisation, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/51-52 (94), p. 1938.
- MEYER B., GOLDER L., LONGCHAMP C., Forte identification professionnelle malgré l'augmentation de la bureaucratie, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2014/0102 (95), 08.01.2014, p. 7.

- PÄRLI K., Konflikte im Pflegearbeitsverhältnis, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft* 4/2013, p. 224.
- SCHMID M., ZELLWEGER U., BOPP M., BOSSHARD G., FAISST K., HURST S., PUHAN M., GUTZWILLER F., Nouvelle étude suisse. Décisions médicales relatives à la fin de vie, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/33 (94), 14.08.2013, p. 1203.

#### Génétique humaine et biotechnologies

- BIEDERMANN A., TARONI F., VUILLE J., Apprécier le risque d'erreur lors d'une analyse ADN: de la nécessité d'être concret, *PJA* 8/2013 p. 1217.
- GUILLOD O., Le diagnostic préimplantatoire : quelques questions juridiques et éthiques, *in: Ethique et Droit en matière de Bioéthique*, B. Winiger et al. (éds.), Stuttgart, 2013, p. 25.
- HÄCKI R., Die Zivilgesellschaft als einsame Verteidigerin der guten Sitten? Überlegungen zur Ethisierung am Beispiel des Biopatentrechts, *in: Vöneky S. et al. (éds), Ethik und Recht - die Ethisierung des Rechts. Ethics and Law - The Ethicalization of Law*, Heidelberg 2013, p. 299.

#### Médecine du sport

- VOUILLOZ François, Le nouveau droit pénal suisse du dopage, *Revue valaisanne de jurisprudence, RVJ/ZWR*, 2013, p. 335.

#### Nouvelles technologies de l'information et santé

- PETER C., Nutzung von Cloud-Diensten im medizinischen Alltag, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/37 (94), 11.09.2013, p. 1404.
- PRINTZEN G., HON ou comment garantir la qualité des informations médicales sur internet, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/35 (94), 28.08.2013, p. 1285.

- PRINTZEN G., Loi sur le dossier électronique du patient – enjeux et écueils, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/47 (94), 20.11.2013, p. 1771.
- SCHILLING G., BHEND H., L'Institut pour l'informatique au cabinet médical répond à un urgent besoin, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/39 (94), 25.09.2013, p. 1473.
- STOFFEL U., Le rôle de la cybersanté dans les soins intégrés de demain, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/36 (94), 04.09.2013, p.1335.

#### Personnes âgées et santé

- GAMONDI C., Cure di fine vita e demenza, *Rivista per le medical humanities*, Anno 7, n° 25, Maggio-Agosto 2013, p. 85.
- MARTIN J., La maltraitance des personnes âgées, *Rivista per le medical humanities*, Anno 7, n° 25, Maggio-Agosto 2013, p. 70.
- RUGGIERI G., Il rischio di accanimento diagnostico e terapeutico del paziente geriatrico, *Rivista per le medical humanities*, Anno 7, n° 25, Maggio-Agosto 2013, p. 62.

#### Recherche biomédicale

- Académie Suisse des Sciences Médicales (ASSM), Directives de l'ASSM «Distinction entre thérapie standard et thérapie expérimentale», *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/50 (94), 11.12.2013, p. 1901.
- GNÄDINGER Markus, Der hausärztliche Vitamin-D-Selbstversuch. Wie alles herausgekommen ist ..., *Bulletin des médecins suisses*, N° 2014/0102 (95), 08.01.2014, p. 30.

#### Responsabilité médicale

- GUILLOD O., Medical Error Disclosure and Patient Safety: Legal Aspects, *Journal of Public Health Research*, vol. 2, n° 3, 2013 (en *open access* sur : <http://www.jphres.org/index.php/jphres>)
- LANDOLT H., Haftung für Dekubitusschäden, *Pflegerecht – Pflegewissenschaft* 4/2013, p. 208.

#### Santé mentale et psychique

- HAAS H., SUTTER L., Methoden der Feststellung von psychischen Tatsachen im Strafrecht, *PJA 11/2013*, p. 1589.

#### Système de santé, politique de la santé

- DESGRANDCHAMPS D., GENEWEIN A., MALAGOLI M., FISCHER M., ERB L., MEIER M., ENGESSER T., MÜLLER C., Die Situation der Kinderspitäler im Jahr 2 nach SwissDRG, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2014/0102 (95), 08.01.2014, p. 15.
- GÄHLER E., Des interventions isolées dans la structure tarifaire du TARMED sont-elles appropriées?, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/39 (94), 25.09.2013, p.1469.
- GÄHLER E., Le système de santé en mutation – les tarifs au centre des discussions, *Bulletin des médecins suisses*, N° 2013/48 (94), 27.11.2013, p. 1805.
- GUILLOD O., La gestion des catastrophes sanitaires en droit suisse, *in*: Les catastrophes sanitaires, Actes du XIIe Colloque du CDSA de l'Université Aix-Marseille, Bordeaux 2013, p. 275.
- KLEY Andreas, "Sie alle sollen spüren, dass sie nicht allein sind." Die bundesrätlichen Reden zum Tag der Kranken, *PJA 9/2013*, p. 1288.

#### Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

- WINIGER B. et al. (éds.), *Ethique et Droit en matière de Bioéthique*, Stuttgart 2013.

\*\*\*\*\*